

eBay Canada

Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral de 2018

Résumé : Afin d'aider à la fois les consommateurs et les petites et moyennes entreprises (PME) du Canada à contribuer à la croissance économique du pays, eBay Canada propose que le Comité permanent des finances recommande au gouvernement du Canada d'augmenter le seuil de minimis canadien, qui est actuellement de 20 \$.

Connecter les consommateurs et petites entreprises au reste du monde

eBay est l'une des plus grandes plateformes mondiales de commerce en ligne qui donne accès aux choses dont on a besoin et que l'on aime virtuellement n'importe quand et n'importe où. eBay est l'une des principales destinations de commerce électronique des Canadiens; elle reçoit, chaque mois, plus de 8 millions de visites uniques, et les Canadiens y dépensent plus de 1,5 milliard de dollars par an. Les Canadiens qui utilisent eBay ont accès à un marché mondial offrant plus d'un milliard d'articles.

eBay est la principale plateforme à l'aide de laquelle les entreprises de toute taille ont accès à la cyberéconomie et est un circuit de ventes crucial pour nombre d'entrepreneurs. Chaque mois, les utilisateurs basés au Canada y vendent plus d'un milliard d'articles.

De minimis

Le seuil de minimis s'entend du niveau en dessous duquel des articles peuvent entrer au Canada sans être frappés de droits de douane ou de taxes. Le Canada a fixé son seuil de minimis dans les années 1980, presque dix ans avant la création des plateformes de cybercommerce. eBay Canada propose que le Comité permanent des finances recommande au Canada d'augmenter le seuil de minimis canadien, qui est actuellement de 20 \$, et ainsi alléger les formalités des petites entreprises et faciliter la circulation transfrontalière de la marchandise.

Analyse

Le seuil de minimis canadien est le plus bas du monde industrialisé et l'un des plus bas dans le monde, soit au niveau de celui de l'Ouganda et de la Jordanie.

Dans son rapport de 2013 intitulé « Écart de prix entre le Canada et les États-Unis », le Comité sénatorial permanent des finances nationales a recommandé l'analyse du seuil de minimis canadien, car son augmentation « [réduirait] les écarts de prix de certains produits entre le Canada et les États-Unis¹ ». En fait, son augmentation aurait de nombreux autres avantages pour les consommateurs, les petites entreprises et le gouvernement.

Coûts et retombées

Un rapport récent s'est penché sur le coût et les retombées de divers scénarios de relèvement du seuil de minimis. Tous généraient des retombées notables pour les consommateurs et les entreprises (surtout les PME) et avaient un impact budgétaire neutre ou positif pour le gouvernement.² En effet, voici la conclusion qu'en a tirée Christine McDaniel, coauteure du rapport : « nous avons remarqué qu'une augmentation du seuil aurait des retombées économiques nettes de 648 millions de dollars canadiens » [traduction]. Les avantages précis de la hausse du seuil de minimis comprennent les suivants :

(1) Gains de rentabilité pour le gouvernement

¹ <https://sencanada.ca/content/sen/committee/411/nffn/rep/rep16feb13-f.pdf>

² https://www.cdhowe.org/sites/default/files/attachments/research_papers/mixed/E-brief_Rights%20of%20Passage_June16.pdf

Comme le seuil de minimis actuel de 20 \$ n'a pas changé depuis les années 1980, sa valeur réelle a diminué considérablement sous l'effet de l'inflation. Pendant cette période, les coûts de perception des droits et des taxes sur les envois ont augmenté. Une étude publiée dans le World Customs Journal a révélé que le coût estimatif du traitement et de la perception des droits sur les colis de faible valeur au Canada dépasse le montant des droits perçus par le gouvernement³.

Nous savons en fait que l'ASFC et Postes Canada n'appliquent pas rigoureusement le seuil de minimis actuel de 20 \$. L'application irrégulière du seuil de minimis, surtout pour les expéditions de moins de 100 \$, vient corroborer la conclusion que le coût de perception des droits et des taxes sur les colis de faible valeur est bien supérieur aux revenus que le gouvernement en tire.

Ni les consommateurs ni les entreprises ne peuvent malheureusement prédire quand le seuil sera appliqué, ce qui crée de l'incertitude et, dans le cas des entreprises, des coûts supplémentaires. Si le seuil devait être égal ou supérieur aux frais de perception, il serait appliqué de façon systématique, éliminant ainsi l'incertitude qui plane chez les entreprises et les consommateurs et produisant des retombées budgétaires pour le gouvernement.

Le rapport de l'Institut C.D. Howe montre que le gouvernement dépense actuellement 166 millions de dollars canadiens pour percevoir seulement 39 millions de dollars en droits et taxes sur des biens dont la valeur se situe entre 20 et 80 \$. Relevons le seuil de minimis à ce niveau et le gouvernement réaliserait des économies de 127 millions de dollars ou pourrait réinvestir ce montant dans la perception des droits et des taxes sur des biens de plus grande valeur, ce qui rapporterait 34 millions de dollars de plus. Si l'on tient compte des articles valant de 20 à 200 \$, la différence entre le coût de perception (278 millions de dollars) et le montant récupéré (117 millions de dollars) produit encore plus d'économies.

(2) Allègement des formalités administratives pour les entreprises

Pour les petites entreprises, le faible seuil de minimis du Canada nuit surtout sur le plan des intrants d'entreprise importés de faible valeur et les retours de marchandises par les acheteurs étrangers. Les petites entreprises canadiennes, à l'instar de leurs concurrents étrangers, dépendent de plus en plus des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les intrants de faible valeur qu'elles importent sont souvent expédiés par l'intermédiaire du système postal ou des services de messagerie privés et sont frappés de droits et de taxes à la frontière. Pour soutenir la concurrence sur le marché international, les commerçants en ligne canadiens doivent offrir à tous les acheteurs la possibilité de retourner la marchandise achetée. Toutefois, lorsque les achats de l'étranger sont retournés au Canada, ils sont souvent, à nouveau, frappés de droits et de taxes. Dans les deux cas, les droits et les taxes imposés sur ces biens ainsi que les frais de courtage connexes font augmenter le coût assumé par les PME canadiennes et les placent dans une situation concurrentielle désavantageuse par rapport à leurs pairs internationaux.

Bien que les petites entreprises de cybercommerce puissent récupérer les taxes sur les intrants d'entreprise et les montants sur les retours, elles doivent payer des frais administratifs considérables, et, souvent, les coûts pour récupérer ces droits et taxes sont supérieurs au

³[http://worldcustomsjournal.org/Archives/Volume%206%2C%20Number%201%20\(Mar%202012\)/04%20Holloway_Rae.pdf](http://worldcustomsjournal.org/Archives/Volume%206%2C%20Number%201%20(Mar%202012)/04%20Holloway_Rae.pdf)

montant payé. eBay Canada a interrogé plusieurs de ses vendeurs sur le sujet et a découvert que certains se contentent « d'absorber » ces frais supplémentaires au lieu d'investir pour récupérer ces montants.

Une étude de l'OCDE révèle que le coût des transactions commerciales pour les entreprises de 250 employés ou moins est supérieur de 30 à 45 % à celui des autres entreprises⁴. Les petites entreprises considèrent donc, sans surprise, les retards aux douanes comme leur plus importante barrière commerciale⁵. En outre, le temps nécessaire à l'administration des droits nuit beaucoup aux entreprises, en raison des coûts (ou des baisses de flux de trésorerie) engendrés lorsque les marchandises sont retenues à la frontière. Seules les grandes entreprises peuvent accéder à des chaînes logistiques privées et prédédouaner leurs marchandises.

L'étude de l'Institut C.D. Howe révèle que, pour les entreprises canadiennes, un seuil de minimis de 80 \$ représenterait un gain de plus de 100 millions de dollars, montant qui découlerait en grande partie des économies sur les frais de courtage et les coûts administratifs connexes, ainsi que du dédouanement plus rapide des marchandises à la frontière.

L'analyse des petites entreprises canadiennes qui utilisent eBay montre que ces dernières exportent presque toutes (99,8 %) et qu'elles atteignent une moyenne remarquable de 20 marchés chacune⁶. Ces milliers de petites entreprises montrent l'immense pouvoir du cybercommerce, mais elles démontrent aussi qu'il convient de mieux aligner les politiques frontalières canadiennes, et en particulier le seuil de minimis, sur les normes internationales.

(3) Équité pour les consommateurs

Dans son budget de 2012, le gouvernement a augmenté la valeur de la marchandise exemptée de droits et de taxes qu'un citoyen peut rapporter de voyage, soit 200 \$ pour un séjour de 24 heures et 800 \$ pour un séjour de 48 heures⁷. Il n'a toutefois pas annoncé d'augmentation de la limite d'exonération pour les colis en provenance de l'étranger.

Le fait qu'il n'y ait pas eu de hausse correspondante du seuil de minimis désavantage les collectivités éloignées, les Canadiens du Nord et les familles à faible revenu. Ces groupes ont moins de possibilités de franchir la frontière afin de profiter des limites pour absence à l'étranger. En fait, « bien que la majorité des consommateurs canadiens achetant en personne au-delà de la frontière habitent à moins de 18 milles de la frontière américaine, la plupart des Canadiens habitent à plus de 81 milles de cette frontière⁸ » [traduction].

Le cybercommerce est d'autant plus important dans les régions rurales que les commerces locaux des collectivités nordiques et éloignées offrent souvent une gamme plus restreinte de produits. Si l'on relevait le seuil de minimis (au même niveau que l'exemption personnelle pour

⁴ [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TD/TC/WP\(2003\)31/FINAL&docLanguage=FR](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TD/TC/WP(2003)31/FINAL&docLanguage=FR)

⁵ https://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/Micro-Multinationals_Global-Consumers_WTO_Report_1.pdf

⁶ <http://www.newswire.ca/fr/news-releases/optimism-among-canadian-smb-exporters-despite-economic-challenges-567491761.html>

⁷ <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/pdf/Plan2012-fra.pdf>

⁸ http://strategy.sauder.ubc.ca/head/papers/crossings_final.pdf

séjour à l'étranger de 24 heures), tous les Canadiens, où qu'ils vivent et quel que soit leur revenu, bénéficieraient de la hausse des limites d'exonération.

De plus, l'augmentation du seuil de minimis pourrait avoir des retombées positives de plus grande envergure, qui aboutiraient à des réductions de prix à long terme pour tous les consommateurs. Un rapport de 2014 de l'Institut C.D. Howe souligne qu'une telle hausse est l'une des meilleures façons d'éliminer la disparité de prix entre le Canada et les États-Unis, parce que « même les distances modestes suffisent à empêcher la plupart des consommateurs de faire des achats transfrontaliers, ce qui limite ainsi la pression exercée sur les fabricants de fixer des prix similaires dans les deux pays⁹ » [traduction].

(4) Augmentation du volume de colis livrés par Postes Canada

L'étude récente « Commerce 3.0 » d'eBay montre que beaucoup de petites entreprises qui exportent en utilisant des plateformes technologiques comme eBay utilisent presque exclusivement les chaînes logistiques publiques, comme celle de Postes Canada¹⁰. Or, chaque année, les consommateurs canadiens expédient des millions de colis à des adresses aux États-Unis (y compris à de nombreuses villes frontalières) afin d'éviter les droits et les taxes coûteux. Ce détournement de colis du cybercommerce engendre des pertes non négligeables pour Postes Canada. Par conséquent, le relèvement du seuil de minimis canadien se traduirait par une hausse du nombre d'envois transfrontaliers par Postes Canada et, par le fait même, une augmentation du revenu de la société d'État.

Large soutien

Plusieurs entreprises et associations commerciales souhaitent un relèvement du seuil de minimis. Les lettres publiques adressées aux anciens ministres du Commerce, Ed Fast, des Finances, Jim Flaherty¹¹ et de l'Industrie, James Moore¹², montrent qu'un large éventail de groupes appuie un tel changement. Plus récemment, 12 petits entrepreneurs canadiens ont envoyé une lettre ouverte au premier ministre Justin Trudeau dans laquelle ils concluent « qu'il faut en faire plus pour que nos entreprises soient, dans les années à venir, plus concurrentielles avec l'étranger, notamment hausser le seuil de minimis du Canada¹³ » [traduction].

Le récent rapport de l'Institut C.D. Howe illustre l'inefficience du seuil de minimis en vigueur et démontre comment son augmentation pourrait atténuer les inefficiences pour les PME tout en réduisant les coûts pour le gouvernement, les consommateurs et les entrepreneurs.

Le seuil de minimis américain est passé récemment de 200 à 800 \$, et 12 sénateurs américains ont signé une lettre commune à l'ambassadeur Doer exhortant le Canada à hausser son seuil de minimis « pour favoriser une croissance économique accrue pour les deux pays¹⁴ » [traduction].

⁹ https://www.cdhowe.org/sites/default/files/attachments/research_papers/mixed/Commentary_409.pdf

¹⁰ <https://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/canada-commerce-3.pdf>

¹¹ http://www.naylornetwork.com/pim-nwl/pdf/de_minimis_Coalition_letter_-_Nov_13.pdf

¹² <http://www.manufacturingourfuture.ca/uploads/media/4ykr83kv4.pdf>

¹³ <https://www.ebaymainstreet.com/canada-letter>

¹⁴ https://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/2015-03-02_de-minimis-threshold-letter.pdf

Plusieurs grandes organisations internationales ont également demandé des augmentations de seuils de minimis à l'échelle mondiale. L'APEC a publié, en 2011, une déclaration commune acceptée par tous les membres, y compris le Canada, appelant les États membres à établir des « valeurs de minimis commercialement utiles dans les économies, qui permettront d'exempter les expéditions de faible valeur des droits de douane et de rationaliser les exigences en matière de documentation à l'entrée¹⁵ » [traduction]. En outre, la Chambre de commerce internationale a appelé tous les gouvernements à établir une « valeur de minimis commercialement significative de 1 000 \$ US¹⁶ » [traduction].

En 2016, Nanos Research a mené, pour le Conseil des affaires canadiennes-américaines¹⁷, un sondage afin de connaître l'avis de la population sur le seuil de minimis canadien. En effet, il a révélé que 76 % de la population voulait que la franchise de droits soit fixée à 200 \$ CA. De plus, une pétition de 15 257 signatures pour « laisser tomber les droits » a été présentée à la Chambre des communes demandant au gouvernement fédéral de relever le seuil de minimis canadien. Cette pétition était la septième pétition électronique officielle ayant obtenu le plus de signatures parmi toutes celles présentées à la Chambre des communes.

Contexte de l'ALENA

Dans la logique de sa promesse électorale de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'administration Trump a récemment publié une liste d'objectifs¹⁸ avant la renégociation de l'Accord. Ses priorités semblent être l'élimination des obstacles aux exportations américaines et l'alignement de l'Accord sur les normes commerciales du 21^e siècle.

Plus particulièrement, la Maison-Blanche exhorte le Canada et le Mexique à « établir un seuil de minimis pour les expéditions comparable à celui des États-Unis, fixé à 800 \$ ».

Il nous reste à voir quelle forme prendra ce nouvel accord commercial, mais notre plus proche allié et plus important partenaire commercial semble vouloir nous faire comprendre qu'il a la ferme volonté politique de faire augmenter le seuil de minimis du Canada.

Conclusion

En tant que marché mondial alimenté par les petites entreprises tirant profit des technologies, eBay prône l'adoption de politiques qui aident les PME à se tailler une place en ligne, percer de nouveaux marchés, adapter leurs exportations et atteindre leur plein potentiel. Relever le seuil de minimis du Canada, actuellement de 20 \$, aurait des retombées considérables pour le gouvernement, les entreprises et les consommateurs, mettrait le Canada sur un pied d'égalité avec les économies électroniques des autres pays industrialisés et aurait un effet positif net sur le trésor public. Nous surveillerons de près la renégociation de l'ALENA, et nous serions heureux de pouvoir de venir discuter de cette proposition plus en détail avec le Comité.

¹⁵ https://www.apec.org/Meeting-Papers/Leaders-Declarations/2011/2011_aelm.aspx

¹⁶ [http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2015/ICC-Policy-Statement-on-Global-Baseline-De-Minimis-Value-Thresholds-\(2015\)/](http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2015/ICC-Policy-Statement-on-Global-Baseline-De-Minimis-Value-Thresholds-(2015)/)

¹⁷ <http://www.newswire.ca/news-releases/poll-76-of-canadians-want-to-raise-canadas-de-minimis-level-to-200-598206581.html>

¹⁸ <https://ustr.gov/sites/default/files/files/Press/Releases/NAFTAObjectives.pdf>